

# Rapport d'activités 2023





#### **Préambule**

Le Réseau des professionnel.les du Développement Social et Urbain du Grand Est (RDSU GE) est une association ouverte à tou.te.s les professionnel.les du Développement Social et Urbain du Grand Est. Il cherche à constituer un appui pour les chef.fes de projet de la politique de la ville, les agent.es de développement, les chargé.e.s de mission thématiques (développement économique, urbanisme, action culturelle, éducation, médiation...).

Le RDSU GE développe l'entraide, l'échange d'informations, de ressources. Il tente de structurer une parole collective, autour de valeurs partagées, illustrées par la volonté de promouvoir des projets de territoire durables, participatifs et solidaires. Il alimente la réflexion sur les fondamentaux de la politique de la ville et des politiques publiques en général, ainsi que sur les différents métiers du développement territorial.

Ces rencontres du réseau allient toujours une exigence de travail à un esprit de convivialité et de coopération. Elles sont autant d'occasions d'enrichissement professionnel et de ressourcement personnel.

Pour l'organisation de ses actions, le RDSU GE s'appuie sur l'association de développement local Citoyens & Territoires - Grand Est (anciennement Carrefour des Pays Lorrains, qui accompagnait le réseau DSU lorrain auparavant), située à Colombey-les-Belles.

Enfin, le réseau Grand Est fait partie de l'Inter-Réseaux DSU national, avec lequel il travaille en complémentarité.



#### L'activité régionale du réseau en 2023 d'un coup d'œil

Cette année, les rencontres à distance (dites en visio-conférences) sont entrées dans la norme, sans pour autant remplacer les rencontres en présentiel.

2 rencontres ont donc pu se dérouler « normalement », en présentiel

- Une dédiée à l'Assemblée Générale et à la GUSP (Gestion Urbaine Sociale de Proximité), à Strasbourg
- Une dédiée à l'écoute et au pouvoir d'agir des habitants confrontés aux nuisances dues aux rassemblements en pied d'immeubles

Ajoutons à ces 2 dates, 2 interventions du réseau DSU autour du jeu COOP OU PAS COOP, menées les 30 janvier à Mulhouse et 30 mai à Bar le Duc

Notons que 2 projets de rencontres ont été annulés faute de participants en nombre suffisant :

2 jours à Saint Dié prévus en juillet, « Pour des quartiers en transition en 2030... et même avant »

1 journée sur la LCD (Lutte Contre les Discriminations) à Vitry le François en novembre

Quant aux rencontres à distance, elles ont été au nombre de dix au cours de l'année 2023.

Huit rencontres visio flash ont été organisées, dont :

- 2 dédiées au répit parental
- 2 à l'illettrisme
- 2 aux perspectives pour les QPV à l'aune de 2030
- 2 aux révoltes urbaines estivales

Une visio a permis de pallier partiellement l'annulation des 2 journées envisagées à Saint-Dié

Une dernière visio a permis à quelques intéressés de donner suite aux échanges qui se sont déroulés lors de la rencontre de mars à Strasbourg

Par ailleurs, la « recherche action » nationale dédiée à la transition juste nous compte toujours parmi ses contributeurs. Et les membres du réseau DSU Grand Est restent très actifs au sein de l'Inter-Réseaux DSU national. Ainsi, nous pouvons afficher notre présence à 2 grands rendez-vous nationaux en 2023 :

- Les JN de l'écologie populaire, en avril à Bagnolet
- Les JN de l'IRDSU, en août/septembre à Dunkerque

En 2023, le réseau a compté : 19 adhérent.es, issu.es de :

- · Huit agglomérations différentes du Grand Est, couvrant les 3 anciennes régions :
  - Métropoles de : Metz et Strasbourg
  - Communauté d'Agglomérations de : Châlons en Champagne ; Epernay, Coteaux et Plaine de Champagne, ; Grand Verdun ; Troyes Champagne Métropole et Val de Fensch
  - Communauté de Communes de : Vitry, Champagne et Der
- Un Conseil départemental
- Une inspection académique









JOURNÉE RÉGIONALE DU RÉSEAU DES PROFESSIONNEL.LES DU DSU

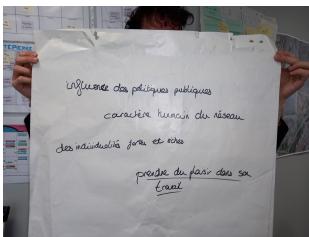
AU PROGRAMME : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU RÉSEAU et LA GUSP : UN TRAVAIL DE SISYPHE

VENDREDI 17 MARS À STRASBOURG | 9H - 16H30

Ce jour-là, le temps consacré à l'Assemblée Générale a été court, fructueux et... innovant. Innovante, une assemblée générale ?! même pas cap. Eh bien, si ! le réseau DSU l'a proposé, l'a initié et l'a fait... réaliser un rapport moral collectif contributif... la preuve en image !

Quant aux échanges de l'après-midi consacrés à la GUSP (« la GUSP, un travail de Sysiphe ») ils ont été nourris des contributions de tous les participants, bien entendu, mais aussi de nos deux « V.I.P. du jour », à savoir :





La visite du quartier Hautepierre fut haute... en couleurs













- Fabien MAISONNIER, fondateur et coordinateur du réseau national des professionnels de la GUSP, et à l'époque chargé de mission GUP et participation citoyenne auprès de la Ville de Niort. Il nous a présenté la démarche qu'il porte (et qui porte ses fruits à Niort) autour des réponses techniques, sociales et organisationnelles pour améliorer le cadre et les conditions de vie des habitants. De la sensibilisation et la prévention aux actions coercitives, en passant par des aménagements « bien sentis », Fabien nous invite aussi à preuve d'ingéniosité en matière de mobilisation citoyenne, en nous présentant les mercredis de la GUSP de Montigny les Cormeilles ou les soirées du Lab' et les diagnostics en marchant de Niort. Les incontournables étaient tous au rendez-vous de son intervention : méthodologie; programmation ; action ; évaluation...
- Hervé GUILLAUME, Directeur de l'AVPU (= Association des Villes pour la Propreté Urbaine), quant à lui, nous a présenté ce réseau de villes exclusivement dédié à la propreté urbaine. L'AVPU compte 250 collectivités françaises parmi ses adhérentes, mais aussi des communes belges, suisses ou luxembourgeoises. Elle développe une méthodologie quantitative particulière dite des IOP (= Indicateurs Objectifs de Propreté), qui élabore des IMS (= Indicateurs Moyens de Salissure) définis pour chaque salissure et pour chaque type de secteur, destinés à des comparaisons avec d'autres lieux du même territoire, ou d'autres communes par exemple.

L'AVPU a par ailleurs créé en 2016 le label « VILLE ECO-PROPRE » et les trophées de la propreté urbaine, chacun avec ses catégories propres. Enfin, l'AVPU publie tous les deux ans son « LAB' de la propreté urbaine ».



Vous pourrez retrouver un CR plus complet en cliquant ICI

Quelques informations néanmoins. Outre les interventions de nos « invités de marque », à savoir :

DSU GRAND FST

- <u>Michel KOKOREFF</u>, sociologue, professeur des universités, spécialiste des quartiers populaires et de la question des drogues. A notamment publié Le monde des drogues (Odile Jacob, 2000) et La catastrophe invisible (Ed Amsterdam, 2018)
- Jean Marc DRIOUX, Directeur adjoint au DSU, à Nîmes
- Joël BAPTISTE, Président de l'association « Voyages Culturels », à Alès

#### Nous avons échangé:

• Autour des questions suivantes :

Qu'est-ce qui m'importe le + dans mon travail, globalement (de technicien, d'élu, de bénévole... selon le statut qui m'amène à être présent ce jour) (sens, valeurs, plaisir, relations, effets, formation, salaire...)

Dans ce cadre : qui m'écoute ? qui prend soin de MOI ? (Comment, quand, à quelle occasion, quel effet...)

En quoi les questions qui nous réunissent aujourd'hui me concernent ? Quel est mon pouvoir d'agir sur elles ? (Impact de mes actions, marge de manœuvre, zones de satisfaction...)

Selon moi, les habitants confrontés aux trafics en pied de leurs immeubles peuvent... et ne peuvent pas...

 Collectivement à partir d'expressions individuelles sur post-it, autour de la question suivante : quels sont les 3 premiers mots qui vous viennent à l'esprit lorsque je vous dis :

Regroupement de jeunes en pieds d'immeubles

Place des habitants

Puissance renouvelée de l'intervention publique (dans le cadre des prochains contrats de ville ?)

 Collectivement, à partir des interventions, essentiellement celles de Michel KOKOREFF, dont les approches se sont réparties comme suit :

Que savons-nous de la sociologie des trafics des drogues ? Types, acteurs et régulations.

Des habitants pris en tenaille entre dealers et forces de l'ordre : quelle place leur reste-t-il ?

#### Quelques expressions entendues ce jour :

Plus on monte dans la hiérarchie de la drogue, plus on est blanc

Dans la loi de l'offre et de la demande de drogue, la demande n'est pas que celle des (jeunes de) quartiers, mais elle est aussi celle de NOS enfants, de VOS enfants

Alors que je n'avais que 50€ en poche, j'avais plus facile à payer 150€ une paire de baskets à mon fils qu'à lui dire « je t'aime »

Où sont les adultes !?

La seule différence entre l'économie classique et celle de la drogue c'est la nécessité du blanchiment pour cette dernière

Aller vers, c'est s'ouvrir, c'est mettre en avant son cœur, c'est être en partage, en inégalité sans condescendance

Attention aux cases et au cadre... ils stigmatisent, ils distinguent, ils excluent

Pratiquer le trafic de drogue est un travail ; ce n'est pas un problème, c'est une solution

Les nuisances dans les entrées d'immeubles ne sont pas dues aux deal, mais à la seule présence des jeunes en groupe

# 2 visios flash dédiées au répit parental

39 participants au total



Nous y avons partagé quelques ressources utiles :

- Faites des enfants ! qu'ils disaient... et maintenant, comment on fait ? cliquer ICI
- Pas facile d'être parent : l'épuisement parental : le comprendre, l'éviter et s'en sortir.
  Conférence visible ICI
- Qu'est-ce que le burn-out parental ? <u>pour tout savoir, cliquer ICI</u>
- PEP Lor Est propose du répit parental coordinatrice Adeline CICERO. Personne qui peut présenter son dispositif sur demande
- Projet national des <u>1000 premiers jours de l'enfant</u>, du Ministère de la Santé et de la Prévention. Depuis avril 2021, le projet national 1000 premiers jours se déploie sur 5 axes prioritaires d'action, à la croisée de plusieurs politiques publiques: santé, soutien à la parentalité, modes d'accueil du jeune enfant, handicap.

#### 2 visios flash dédiées à l'illettrisme

#### 11 participants au total

- Au-delà des échanges de pratiques locales, et de la présence d'Olivier FLURY, de l'<u>ANLCI</u>
   ( = Agence nationale de Lutte Contre l'Illettrisme), nous avons partagé de nombreuses ressources :
- l'association INITIALES
- Le Centre de Ressources Illettrisme en Meuse
- Le Centre de Ressource Illettrisme en Meurthe et Moselle
- Savoirs pour réussir Grand Est
- Une vidéo de présentation de la coopérative des solutions
- Découvrir l'illettrisme avec <u>quelques petites vidéos</u>
- Le <u>test EVA</u> à destination des professionnels, sous forme de « serious game », élaboré par une start-up d'Etat et intégré à l'ANLCI depuis le 1er septembre 2021

Et nous y avons évoqué les liens évidents avec l'<u>illectronisme</u>, ainsi que les <u>journées nationales</u> <u>d'action contre l'illettrisme</u> qui offre l'opportunité de mobilisations territoriales conséquentes



#### 2 visios flash dédiées aux perspectives pour les QPV à l'aune de 2030 de 2030

34 participants au total



Nous y avons échangé autour des 3 axes présentés dans la lettre ministérielle présentant les perspectives quartiers 2030

Sur la nouvelle géographie prioritaire, la lettre du Ministre vise « plus de souplesse face aux évolutions des territoires »

Des interrogations et de grandes attentes se sont exprimées quant au rapprochement des géographies prioritaires de la politique de la ville et de l'éducation nationale (zonages QPV et REP); quant aux modalités de finalisation de cette nouvelle géographie prioritaire (à partir de quels indicateurs, avec quelle souplesse, et quelles marges de négociation ? selon quel calendrier ? ...)

Sur la contribution citoyenne renouvelée « dans l'écriture de l'avenir de leur quartier »

Les professionnel.les présent.es ont souligné l'importance de cette facette de la politique de la ville. Si la participation citoyenne est ici considérée comme un enjeu primordial, la question se pose : Commencer à concerter ou pas ? comment ? sur quelles bases ? Comment les professionnels peuvent-ils s'outiller ? comment pérenniser et rendre plus efficientes les instances existantes ?

Attention à ne pas mettre de côté les conseils citoyens qui ont fourni un travail important depuis leur installation, même si d'autres dispositions sont nécessaires.

Sur de nouveaux contrats de ville, avec « des financements pluriannuels sur des priorités resserrées »

Cette annonce de favoriser les financements pluriannuels est de nature à satisfaire les participants, et est considérée comme une avancée, sachant que les appels à projets annuels sont très chronophages et fragilisent les fonctionnements associatifs, même pour les structures aguerries, anciennes.

Est-on sûr d'avoir la même enveloppe sur chaque année ? est-ce que les priorités sont susceptibles de changer d'une année sur l'autre... ? Quelle plus-value administrative ?

## 2 visios flash dédiées aux révoltes urbaines estivales

#### 14 participants au total

Lors de deux visios-flash dédiées événements survenus en France, à la suite de la mort du jeune Nahel (le 27 juin), nous avons échangé sur la nature de ces événements, sur leurs raisons, sur les modalités d'interventions des services DSU et politique de la ville, sur leurs impacts quelques mois après.

Ces échanges se sont déroulés autour de quelques « grandes » questions :

- Dans votre territoire? comment qualifieriez-vous ce qu'il s'est passé? (intensité, localisation, aspect collectif, les émeutiers eux-mêmes (âge? issus des quartiers ou d'ailleurs?)
- Quelles formes a pris la mobilisation des services tels que ceux de sécurité (pompiers, police...), les services sociaux (éducateurs de rue, assistants sociaux, médiateurs sociaux...)... Et vous-mêmes, acteurs DSU ? action ? regard des autres services ?
- Et après ? impacts et/ou perturbations durables ou pas ? quid des contenus, de la méthodo... du contrat de ville à venir : sur (non) respect des droits ? sur (in)égalités ? les discriminations ? Si retour au droit commun : comment l'évaluer, et non plus se contenter d'évaluer les associations et actions du contrat de ville ?
- Émeutes ou révoltes... Signification de ces mouvements ? Sentiment d'abandon ? d'humiliation ? Racisme présupposé ou avéré ? (police, services publics...)

Les territoires de Troyes, Epernay, Strasbourg, Châlons-en-Champagne, Metz, La Chapelle Saint-Luc nous ont largement partagé leurs expériences

D'autres ont traité ce même sujet : Decontracte-synthese-atelier-emeutes.pdf (la27eregion.fr)

# Visio intitulée « L'écologie populaire : un passage obligé pour des quartiers en transition en 2030... et même avant !»

#### 8 participants au total

Cette visio a été mise en place en remplacement des journées régionales imaginées initialement en présence sur le territoire de Saint-Dié-des-Vosges.

L'idée était la suivante : A l'aube de la saison estivale... A l'aune d'une politique de la ville à renouveler...

Le RDSU Grand Est proposait de nous retrouver pour réfléchir, respirer, penser le DSU en mode... transition

Dès maintenant, il est temps de viser à transformer nos pratiques, affichions-nous.

Le Ministre de la Ville avait commencé à disséminer quelques informations et orientations visà-vis du devenir de la politique de la ville de demain : sur la base de l'expression des habitants et acteurs des quartiers, le fruit de la participation citoyenne était censé alimenter les prochains contrats à signer... fin 2023!

Mission impossible ?! à la charge de qui ?! selon quels contours ?! Si les éléments en notre possession étaient encore trop épars pour en avoir une idée précise, le fruit des mobilisations citoyennes passées et actuelles, ainsi que nos expériences respectives, ou les décennies d'observation, d'évaluations, d'analyses, de recherches passées nous ont semblé pouvoir éclairer nos perspectives professionnelles, en particulier en matière de bifurcation écologique.

Pour fouiller les méandres de ces réflexions, nous nous sommes donc appuyés sur l'échange de pratiques entre pair.es (bien sûr, c'est dans l'ADN du réseau DSU), et sur les travaux de Philippe CARBASSE, cheville ouvrière du Carrefour des Métiers, porté par l'IRDSU et l'UNADEL.

#### 2 animations COOP OU PAS COOP



Le réseau DSU a testé le jeu COOP ou pas COOP le 30 janvier à Mulhouse, et le 30 mai à Bar le Duc.

Au total, plus de 60 participants, issus des collectivités, des associations, des instances citoyennes... se sont retrouvés sur le sujet délicat de la coopération... en l'expérimentant autour du jeu « COOP ou pas COOP » qui offre une forme ludique pour faire progresser la réflexion collective. C'est avant tout un

prétexte à débat, pour susciter des réactions, générer des appréciations communes comme des désaccords. C'est une fiction... si vraisemblable.

Ce jeu, créé par l'Inter-Réseau DSU, est destiné à être promu auprès des acteurs du développement social urbain au travers de toute la France. Le réseau DSU Grand Est y a pris une part active pour les acteurs de notre région, et peut continuer à le faire.







## Contribution aux réflexions et aux rendez-vous du réseau national

Le réseau DSU fait partie de l'Inter-Réseaux DSU (IRDSU) : espaces et groupes de travail thématiques, journées nationales, forum SVP ressources, bourse d'emplois, lettres d'infos (les collectivités peuvent s'y abonner et y trouver différents services). L'IRDSU constitue une mine d'informations et de ressources pour les professionnel.le.s de tout le territoire français, et du Grand Est en particulier. Le réseau DSU Grand Est est représenté dans ses instances nationales par des administrateurs titulaires et des suppléants.

Durant cette année 2023, comme les années passées, le réseau a continué sa mobilisation sur des projets ayant pour fil rouge le thème des transitions :

transitions écologique, économique, social et juste, en quartiers populaires...

Nous continuons à accompagner la réflexion du Carrefour des métiers (plateforme portée par l'IRDSU et l'UNADEL) sur le lien qui nous paraît chaque jour plus ténu entre les problématiques du DSU et les questions de transition.

Dans ce cadre, nous avons participé AUX JOURNEES NATIONALES DE L'ECOLOGIE POPULAIRE à Bagnolet : 20 & 21 avril ainsi qu'à des regroupements du groupe de travail intitulé « Sensibilisation/ qualification/professionnalisation des acteurs à la transition écologique et sociale ».









Et puis, le réseau DSU Grand Est était présent aux journées nationales de l'IRDSU à Dunkerque, les 31 août et 1er septembre

Encore une année d'initiatives inventives et audacieuses.

<u>La Gazette des JN</u> est sortie en direct, auto-produite par les participants eux-mêmes qui sont repartis avec un exemplaire papier de ce « journal des JN 2023 »!

En plus de l'assemblée générale de l'Inter-Réseaux, et des échanges en plénier (avec présence de Ministres, SVP...), cinq parcours étaient proposés à chacun pour coller au mieux aux attentes des participants :

- Promotion de l'emploi et du développement économique local : quelles perspectives ?
- Éducation : comment faire alliance ? Les ingrédients de la réussite
- Les transitions au service de la qualité de vie des habitants : l'alimentation comme levier d'action
- Les bailleurs sociaux : des acteurs clés pour un partenariat efficace dans les quartiers
- Lutte contre les discriminations : comment agir concrètement ?





Pour organiser ces projets, échanger, se projeter, habituellement, les membres du réseau se réunissent en conseil d'administration. Ça a été le cas à 6 reprises en 2023, en visio : les 3 février, 14 avril, 5 juin, 13 & 14 septembre, 21 décembre.

Le budget de l'association s'élevait en 2023, à 18 958,34 €



Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Et rappelons ici que le réseau DSU est :

Financé par la DREETS (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) du Grand Est.



Et accompagné – par convention – par l'association Citoyens & Territoires Grand Est, qui offre donc la possibilité au réseau d'organiser ces temps d'échanges.



Enfin, entre ces rencontres et CA, les membres du RDSU échangent nombre d'informations par mail et autres vecteurs. Ainsi, une liste Whatsapp des adhérents du réseau a-t-elle été créée en 2018.



Johan CHANAL, animateur du Réseau DSU - Grand Est, 07 77 34 79 83 - jchanal@citoyensterritoires.fr Chargé de mission, Citoyens et Territoires-Grand Est Réseau DSU Grand Est



Joris LEFEVRE, Président du Réseau DSU Grand Est, Directeur de la Cohésion Sociale de la Ville de Châlons-en-Champagne 06 98 39 42 51 – <u>i.lefevre@chalonsenchampagne.fr</u>